

# L'AMÉRIQUE LATINE EN PLEINE DÉRIVE AUTORITAIRE

TR

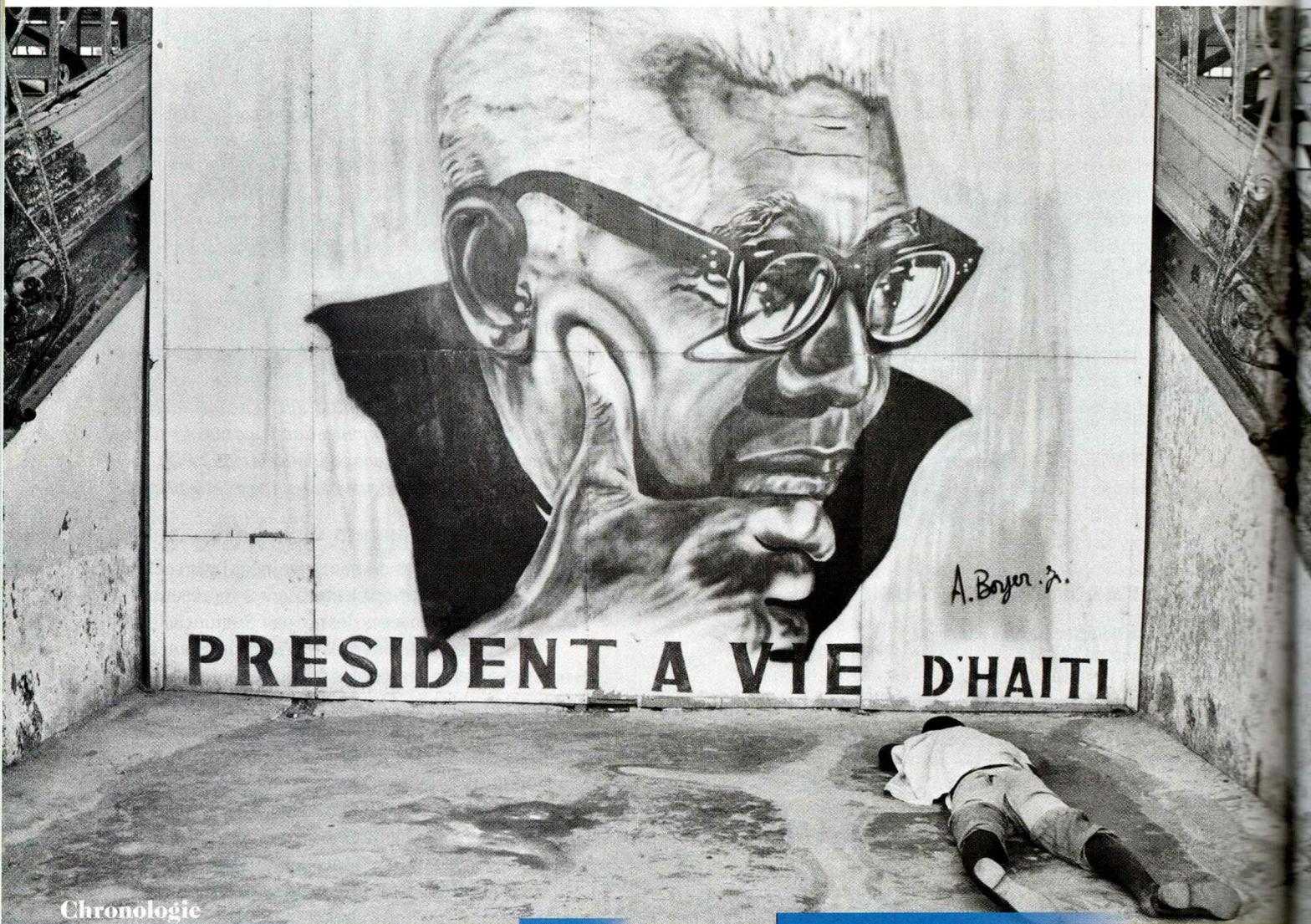
Au XX<sup>e</sup> siècle, les pays du sud du continent américain ont tous subi le pouvoir arbitraire et violent d'un homme, d'un clan, de l'armée... Sous prétexte de justice sociale ou de lutte contre le communisme.

## STÉPHANE BOISARD

Maître de conférences à l'Institut national universitaire Jean-François-Champollion.

**S**elon le politologue Samuel Huntington, l'Amérique latine a fait son entrée dans le club des pays démocratiques entre 1970 et 1990 lors de la troisième vague de démocratisation dans le monde. Faut-il en déduire que l'histoire antérieure n'a été qu'une succession de pronunciamientos et coups d'État portant au pouvoir des dictateurs cupides et sanguinaires ? Un sous-genre littéraire, le roman du dictateur

(*la novela del dictador*), inventé pour décrire ces régimes civils et/ou militaires, pourrait le laisser penser. Mais cette image est très réductrice, car elle fait fi de la question des luttes politiques où la légitimité se dispute à la légalité, la supériorité de la première justifiant aux yeux des acteurs la disruption de l'ordre démocratique constitutionnel. Comme l'a souligné le politologue Alain Rouquié, aucune définition univoque ni aucune explication



## Chronologie

**1898-1920** Dictature de Manuel José Estrada Cabrera au Guatemala.

**1937-1945** Instauration de l'Estado novo par Getúlio Vargas au Brésil.

**1937-1979** Dynastie familiale des Somoza au Nicaragua.

**1957-1986** Dynastie familiale des Duvalier en Haïti.

**1964-1990** Juntas militaires au pouvoir au Brésil, en Bolivie, en Argentine, au Chili, en Uruguay.

Source

unique ne sauraient embrasser ces « régimes d'exception » dans lesquels le pouvoir est exercé de façon arbitraire, c'est-à-dire sans contrôle ni contrepartie, par une personne, un clan, une classe sociale ou une institution (l'armée, l'Église ou un parti politique). Seul le recours à une historicisation des différentes formes d'autoritarisme peut éclairer l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle latino-américain.

## Des sociétés très inégalitaires

Les premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle sont marquées par l'émergence de la question sociale, c'est-à-dire l'inclusion dans la vie politique des masses de migrants européens fuyant la pauvreté et des populations métisses et amérindiennes contraintes à l'exode rural. La crise économique de 1929 affaiblit un peu plus des États aux institutions fragiles et des sociétés post-coloniales très inégalitaires. Les « démocraties oligarchiques », telle celle incarnée par l'autocrate Porfirio Díaz au Mexique (1876-1911), sont remises en cause par des mouvements sociaux violents, souvent réprimés ou encadrés par des armées qui ont commencé à se professionnaliser à partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Rappelant le *caudillismo* du XIX<sup>e</sup> siècle, des régimes personnalistes, soutenus par des gardes prétorienne ou des milices privées au service des intérêts d'un clan, mènent ces guerres « sociales » en Amérique centrale ou dans les Caraïbes. La longévité parfois exceptionnelle de ces « seigneurs de guerre » a souvent dépendu de la qualité de leurs relations avec le puissant voisin états-unien et ses entreprises privées, comme ce fut le cas de Manuel José Estrada Cabrera au Guatemala (1898-1920), Rafael Leónidas Trujillo en République dominicaine (1930-1952) ou des dynasties familiales des Somoza au Nicaragua (1937-1979) et des Duvalier en Haïti (1957-1986).

## L'armée en soutien au populisme

Sans que ne disparaissent totalement les militaires conservateurs traditionnels, un nouvel autoritarisme qualifié de « populiste » s'impose entre les années 1920 et 1950. Passant outre la subordination des armées au pouvoir civil, les militaires envahissent la scène politique, et on décompte, entre 1935 et 1964, plus de 50 coups d'État couronnés de succès. Des officiers ou groupes d'officiers, mais aussi des civils soutenus par des militaires, se soulèvent pour défendre des projets de développement cherchant à renforcer le potentiel économique, humain et militaire des nations. Souvent incarnés par des leaders forts tels que « le Père des pauvres » Getúlio Vargas au Brésil ou « l'Apôtre des oubliés » José Maria Velasco Ibarra en Équateur, ces régimes hybrides, plus ou moins

autoritaires, placent la justice sociale au cœur de leurs politiques en s'appuyant sur les populations de laissés-pour-compte.

Après la Seconde Guerre mondiale et surtout après la victoire des révolutionnaires à Cuba en 1959 (voir page 136), la guerre froide s'installe en Amérique latine, entraînant un regain de coups d'État. Dans le contexte des théories de défense états-uniennes, les armées sont chargées de mener la lutte antissubversive qui est tout à la fois politique, économique, culturelle, militaire et psychologique. S'inspirant des guerres de décolonisation françaises, la doctrine de la sécurité nationale diffusée dans les écoles de guerre enseigne aux officiers latino-américains que l'ennemi se trouve à l'intérieur des frontières, obligeant les armées à assumer des fonctions de police. Organisé au niveau continental à travers l'opération Condor (voir page 144), le terrorisme d'État assumé par ces régimes institutionnels, incluant toutes les armes et la police, conduit à un recours systématique à la

---

**Entre 1935 et 1964,  
on décompte  
plus de 50 coups  
d'État couronnés  
de succès**

---

détention arbitraire, la torture et à la disparition forcée d'opposants politiques. Les plus tristement célèbres juntas militaires sont celles du Brésil (1964-1985), de la Bolivie (1964-1978 et 1980-1982), de l'Argentine (1966-1973 et 1976-1983), du Chili (1973-1990) et de l'Uruguay (1973-1984).

## Vers la fin des régimes d'exception ?

Un premier coup d'arrêt à ces crimes de lèse-humanité est donné avec l'élection de Jimmy Carter à la présidence des États-Unis en 1977. Mais la victoire des sandinistes au Nicaragua en 1979 et l'activisme militariste des guérilleros du « chaudron centraméricain » incitent Ronald Reagan, élu en 1980, à réactiver une lutte antissubversive de « basse intensité ». Avec ses 150 000 morts et 50 000 disparus entre 1960 et 1990, le Guatemala est certainement le pays qui a payé le plus lourd tribut humain à cette guerre contre la subversion.

À partir des années 1980, un lent reflux autoritaire s'amorce avec le retour des militaires dans les casernes. Il se traduit même, dans certains pays, par des procès contre les responsables des violations des droits de l'homme. Le virage social-démocrate du continent au tournant du XXI<sup>e</sup> siècle (voir page 146) a semblé enterrer définitivement ces régimes d'exception. Cependant, au vu de l'actualité récente marquée par les coups de force au Honduras (2009) ou au Paraguay (2012) contre les présidents Manuel Zelaya et Fernando Lugo, le coup d'État institutionnel (2016) qui a renversé la présidente brésilienne Dilma Rousseff ou les dérives autoritaires du post-chavisme au Venezuela, on peut se demander si l'Amérique latine est vraiment débarrassée de ses vieux démons autoritaires. ■

Élu en Haïti en 1957 sur un programme populiste opposant Noirs et mulâtres, François Duvalier se déclare président à vie en 1964. Il se maintient au pouvoir par la terreur grâce à sa milice, les « tontons macoutes », qui pillent, massacrent, violent... et éliminent tous ses détracteurs. Une répression qu'il justifie par la lutte anticommuniste pour obtenir l'aide des États-Unis.